

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation des élections, révision du code électoral</i>	3
1.1.2	<i>Mouvance présidentielle</i>	4
1.1.3	<i>Opposition</i>	4
1.1.4	<i>Condamnés de la crise de 2002, exilés</i>	6
1.2	RELATIONS EGLISES-ETAT	7
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE »	8
2	ONU, COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE	9
3	DROITS HUMAINS	12
4	MEDIAS	13
5	UNIVERSITE.....	13
6	JUSTICE, CONDITIONS CARCERALES	13
7	ECONOMIE.....	14
7.1	BANQUE MONDIALE, FMI, OMC, EFFACEMENT DE LA DETTE.....	14
7.2	SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE, DEMOGRAPHIE	16
8	PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	17
9	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES.....	18

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

Cambriolage à l'Assemblée - Le directeur de cabinet de la présidence dénonce un acte politique contre le président de l'Assemblée nationale. Une enquête a été ouverte. Le palais de l'Assemblée a été la cible de deux cambriolages en trois mois. « *Des personnalités politiques remuent ciel et terre pour trouver des éléments qu'ils pourront utiliser contre le président de l'Assemblée. Ils préparent d'une manière active leur dossier en vue de la rentrée parlementaire au mois de mai* », déclare le directeur de cabinet. (D'après L'Express du 02/03/06)

Le Palais de Tsimbazaza a connu en l'espace de quelques jours deux cambriolages qui se sont soldés par la disparition de dossiers importants. 21 éléments des forces de l'ordre qui ont assuré la sécurité du palais pendant le dernier cambriolage ont été convoqués au Parquet. Les cerveaux de ce vol, qui aurait une connotation politique, restent inconnus. (D'après Tribune du 10/03/06)

Revendication - Les épouses des réservistes réclament une compensation : 84 épouses de réservistes, appelés à pacifier le territoire, au moment de la crise politique post-électorale de 2002, exigent qu'une pension de veuvage ou une prime de reconnaissance pour les invalides leur soit versée. "Il faut que les dirigeants honorent la promesse faite il y a quatre ans, s'écrient-elles. Le patriotisme se paie. Elles savent pourtant qu'au ministère de la Défense, le général Petera Behajaina n'a jamais cédé aux pressions. (D'après L'Express du 18/03/06)

Le terrorisme frappe à notre porte : "Quatre étrangers de nationalité française, qu'on peut qualifier de terroristes, ont été appréhendés à l'aéroport international d'Ivato ", a révélé le ministre de la Police. « *Les soupçons suscités pendant l'enquête, ont été confirmés par Interpol* ". Selon la description faite par les autorités, ces individus, d'origines africaine et maghrébine, sont fichés. "Ils font partie d'un groupe musulman intégriste. Ils ont déjà été condamnés pour terrorisme et pour violences dans les métros". Ils ont été expulsés. Le fait de ne pas révéler le plan des "terroristes" ouvre la voie aux spéculations. Et la déclaration des autorités risque d'avoir des impacts sur le plan international. Pour l'instant, les responsables de la sécurité ont évité d'établir un lien direct ou non avec la visite officielle du SG de l'Onu. (D'après L'Express du 18/03/06)

Dans la foulée de la visite de Kofi Annan, Ravalomanana a dialogué avec le pasteur Andriamanjato représentant de l'opposition. Mais il a précisé que « *le dialogue entre le pouvoir et l'opposition préexistait au passage de Kofi Annan* ». Richard Andriamanjato, il a quant à lui souligné « *que c'est la première fois qu'un tel entretien a lieu entre les deux parties* ». Dans ce dialogue, la parole du pouvoir sera confiée à Rajemison Rakotomaharo tandis que celle de l'opposition sera portée par Andriamanjato. Bouri Sanhouidi, représentant du système des Nations Unies à Madagascar a assisté à la rencontre. Il a réitéré **l'importance du dialogue pour gagner la bataille du développement**. « *Pas de développement sans démocratie et le dialogue est un élément essentiel de la démocratie* ». La présence de ce fonctionnaire onusien atteste que **la visite de Kofi Annan avait pour principal objectif de désamorcer la crise entre le pouvoir et l'opposition**. (D'après Midi du 21/03/06)

Appel de Kofi Annan : « *Porte de sortie* », dit Ralison Roger, président du PRM. « *Marc Ravalomanana a été sauvé par le Secrétaire général des Nations Unies, car la déclaration de celui-ci à son départ constitue pour lui une belle porte de sortie en cette période où une nouvelle crise politique*

menace ». Selon Ralison, le Secrétaire général *voudrait aller jusqu'à la concrétisation de l'accord de Dakar II de 2002* qui prévoit la mise en place d'un gouvernement d'union nationale dans lequel cohabitent les partisans de deux camps protagonistes. Ralison a souligné qu'en dialoguant on ne s'achemine pas forcément vers la mise en place de ce gouvernement d'union nationale ou d'une transition bien que l'atmosphère politique actuelle l'exige : « *A un an de la prochaine présidentielle, tout laisse à croire que l'on s'achemine vers de graves troubles politiques si le régime persiste à ne pas réaliser certains préalables comme la révision de l'actuel code électoral, l'adoption d'une loi d'amnistie dans le cadre de la concrétisation de la réconciliation nationale et la mise en place d'un comité électoral indépendant chargé d'organiser cette élection. Nous ne devrions plus attendre que des instances internationales ou régionales interviennent pour résoudre comme en 2002 la crise interne de notre pays. D'ailleurs, je ne vois aucune raison pour le président de la République de ne pas accepter ce dialogue avec l'opposition qui est en majorité composée des ex-KMMR, alors qu'il dirige actuellement avec des gens de l'amiral Didier Ratsiraka* ». (D'après Tribune du 21/03/06)

Malgré l'implication de Kofi Annan, le chemin est encore parsemé d'embûches pour que le gouvernement et l'opposition arrivent à un accord. *L'accueil mitigé de l'opposition* du code de conduite aux élections proposé par le numéro Un des Nations unies donne un autre aperçu du chemin à parcourir. Outre ce code, la lettre de Kofi Annan propose un "*projet de renforcement de capacités électorales avec l'appui du Pnud*". Ces mesures peuvent servir de base de négociation entre les deux parties. Mais les membres de l'opposition adoptent une *attitude méfiante* quant à l'efficacité d'une telle mesure et envers le chef de l'Etat lui-même. Même si rien n'est encore décidé sur la stratégie à adopter, l'opposition s'achemine vers *le maintien de la nécessité d'une transition*. (D'après L'Express du 24/03/06)

1.1.1 Préparation des élections, révision du code électoral

Qu'est-ce qui pousse des émissaires des Nations Unies à se rendre à Madagascar pour vérifier les préparatifs du prochain scrutin présidentiel ? Selon certains leaders de l'opposition, l'ONU n'a pas confiance aux méthodes de l'actuel régime et envoie dans l'île une mission pour vérifier les préparatifs du scrutin, de crainte que la déplorable crise de 2002 ne se répète. Cependant, le ministre des Affaires étrangères Marcel Ranjeva a réfuté hier ces affirmations, déclarant que cette délégation onusienne vient en terres malgaches à l'invitation du gouvernement. (D'après La Gazette du 02/03/06)

Elections présidentielles : calendrier grégorien ou calendrier chinois ? L'élection présidentielle est au centre de toutes les conversations. La date probable de la tenue du scrutin et le code électoral sont les deux principaux points de discorde des différents protagonistes. On reproche au régime un *manque de visibilité et une velléité d'entretenir le flou* pour manœuvrer à sa guise et à son avantage l'atmosphère d'incertitude qui règne actuellement. L'opposition remue le couteau dans la plaie en *remettant sur le tapis la validité de la victoire de Ravalomanana*. Cette stratégie vise à retirer au régime le soin d'organiser les élections et *de justifier l'opportunité d'un gouvernement de transition qui serait affublé d'une aura de neutralité*. Dans ce faux débat sur le calendrier lunaire du 22 février 2002 ou le calendrier solaire du 6 mai 2002 pour situer la vraie date des prochaines présidentielles, *le vrai enjeu reste la lutte de pouvoir*. Comment affaiblir son adversaire avant la bataille. Qu'on le veuille ou non, malgré tout, Ravalomanana reste le leader incontesté qui distance ses compétiteurs. En politique, tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins quand il s'agit de déboulonner son principal concurrent. En cas de défaite, les mauvais perdants vont crier au scandale de fraude électorale. (D'après Lakroa du 12/02/06)

Selon Moxe Ramandimbilahatra conseiller spécial du Président : « L'élection en novembre »
Voilà une proposition de poids dans le débat qui entoure la date du prochain scrutin présidentiel. Les candidats, déclarés ou potentiels, sont sur le gril dans l'attente de la publication de cette date et commencent à élever la voix face aux tergiversations du régime. (D'après La Gazette du 13/03/06)

Organisation des élections : Monja Roindifo, président du Monima, évoque la question des provinces autonomes. Il s'interroge sur le rôle que vont tenir les présidents de la délégation spéciale (PDS) lors des élections. La question soulève également, en filigrane, *l'avenir des provinces autonomes* prévues par la Constitution. "Je suis prêt à aller aux urnes. Mais je me tourne vers le gouvernement pour lui demander si nous allons encore utiliser les structures au niveau des provinces en vue des élections futures", s'est demandé le candidat déclaré à la présidentielle. *Il y a des fortes chances que le gouvernement s'appuie encore sur ces structures extraconstitutionnelles pour aller aux urnes.* (D'après L'Express du 03/03/06)

Les prochaines consultations électorales verront sans doute encore la présence d'observateurs étrangers. Pour un pouvoir qui tient beaucoup à sa réputation, cette présence sera sollicitée et demandée. Cette fois, ils viendront munis *d'un mandat soit de l'ONU, soit de l'UE soit de l'UA.* Diverses chancelleries occidentales ont laissé entendre que le temps des observateurs mandatés par tel ou tel parti politique, telle ou telle Organisation non gouvernementale est fini. Tous devront obtenir l'autorisation du gouvernement malgache. Il serait également prévu *des essais de mise en commun des expertises avec les observateurs locaux* qui, pour le cas de Madagascar, jouissent d'une bonne réputation à l'extérieur. (D'après Midi du 07/03/06)

Élection libre et transparente - Herizo Razafimahaleo en candidat potentiel prend Kofi Annan à témoin. Le fondateur du Leader-Fanilo saute sur l'occasion fournie par la visite de Kofi Annan pour prendre à témoin la communauté internationale face aux élections à venir. *Il somme les autorités à révéler la date des élections.* A l'image de l'opposition, il y trouve un moyen idéal pour faire fléchir le gouvernement, jusque-là intraitable sur le sujet. Il demande un "discours public du chef de l'Etat pour annoncer la date du scrutin, une promesse de neutralité de l'Administration ou encore l'absence d'un candidat d'Etat." L'existence d'un lien entre le programme du secrétaire général de l'Onu et une éventuelle volonté de prévenir un autre conflit postélectoral n'est pas à exclure. (D'après L'Express du 11/03/06)

1.1.2 Mouvance présidentielle

Aller vite, mais dans quel sens ! Le cœur de Ravalomanana est à l'Ouest. Le rêve américain ainsi que le succès germanique ne le laissent pas indifférent. Cela est connu de tous. La mondialisation et le libre - échange, il n'a de cesse d'en vanter les mérites. Mais ce cœur penche aussi à l'Est. Ce n'est plus un secret pour personne. Il a été *fasciné par le modèle socialo-capitaliste à la chinoise.* L'ambiance libérale dans un univers communiste l'a émerveillé. De la discipline et de la rigueur frisant la dictature, il croit dur comme fer que cela convient très bien à un pays comme le nôtre. Bref, entre les deux son cœur balance, et nous avec, c'est là le hic. A une année de l'échéance présidentielle, nous sommes encore à nous chercher la vraie voie à suivre. (D'après Lakroa du 12/02/06)

1.1.3 Opposition

Pety Rakotoniana poursuit l'implantation de son association Tambat'ri Madagasikara par la mise en place de la section provinciale d'Antsiranana. Le maire de Fianarantsoa a profité

de l'occasion pour lancer un message politique à destination de tous les acteurs politiques. Il a réitéré son *appel à l'union* autour de valeurs sûres comme la démocratie, la liberté et la libre entreprise. Il a confirmé son souhait *d'éponger toutes les frustrations issues de la crise post-électorale de 2002* qui constituent à ses yeux un facteur bloquant la participation de tous les Malgaches au processus de développement entamé depuis 4 ans. Le discours de cette association para-politique peut séduire. Elle essaie de *bannir de son vocabulaire toute forme d'exclusion*, même entre le pouvoir et l'opposition. *Tambatra*, bien *qu'appuyée en sous main par une grande partie du clergé catholique*, veut ratisser large en ouvrant ses portes à toutes les croyances : chrétienne, musulmane et ancestrale. *Le respect ou le retour à la laïcité* de la République figure parmi ses priorités. (D'après *Midi du 01/03/06*)

Le Bianco a Fianarantsoa : double menace sur Pety Rakotoniaina. L'homme fort de Fianarantsoa et chef de file du mouvement *Tambatra* se trouve plus que jamais dans le collimateur du pouvoir. Il ferait actuellement l'objet de *discrètes enquêtes administratives et de surveillance individuelle*. Elles seraient menées conjointement par les ministères de tutelle des communes et aussi par le Bianco. Son avenir est semé d'embûches mais il bénéficie pour l'instant d'un semblant de *protection de la part des églises chrétiennes* qui voient en lui un homme ouvert au dialogue. Sa volonté de réconcilier par le pardon et la clémence les ennemis d'hier suite aux événements de 2002 y est pour beaucoup. Au plan politique, Pety Rakotoniaina est réputé pour son habileté à donner du fil à retordre aux pouvoirs. (D'après *Midi du 11/03/06*)

Arema : les enfants de l'ancien président Ratsiraka voudraient revenir au pouvoir. Son neveu, Roland Ratsiraka, a déjà annoncé sa candidature. Le retour de l'oncle sur le devant de la scène peut signifier une volonté de contrer son neveu, en voulant devenir lui-même candidat mais c'est peu probable. Ce serait plutôt pour le soutenir et utiliser son nom pour le propulser. Mais il faut également prendre en compte l'ambition des enfants de l'Amiral. Pour l'instant, *Sophie Ratsiraka, la plus active, ne peut revenir au pays en raison des condamnations qui pèsent sur elle*, mais elle peut utiliser un ou des pions pour arriver à ses fins. Redorer l'image de l'ancien Président ne peut qu'être dans ce cas une stratégie politique. (D'après *Midi du 03/03/06*)

Un candidat à l'élection présidentielle pour l'Arema «matotra» : et de trois dans la course. Après Monja Roindéfo et Rolland Ratsiraka, le parti Arema «*matotra*», une frange du parti politique Arema va prochainement présenter son candidat à l'élection présidentielle. Un véritable défi lancé contre l'Arema «*vaovao*», un autre courant du parti. La lutte intestine qui mine l'Arema est un mélange de conflit de générations, de rivalités de pouvoir mais aussi d'idéologie. Pierre Raharijaona, secrétaire national adjoint pour la province d'Antananarivo s'estime bien placé. Harinaivo Rasamoelina, le président tournant, mise sur le changement structurel et idéologique. (D'après *Les Nouvelles du 09/03/06*)

Voninahitsy Jean Eugène : grève de la faim à la prison d'Antanimora. Il n'a plus le droit de se soigner en dehors de la prison où les moyens sont apparemment largement insuffisants. Pour contester cette mesure, l'opposant a observé une grève de la faim. « *C'est pour alerter l'opinion internationale sur le non respect des droits de l'homme à Madagascar !* », a expliqué sa femme. (D'après *Tribune du 03/03/06*)

Cette *interdiction de sortie de la maison centrale* remonte à la date où 4 médecins sont venus pour le consulter. Dès lors une décision, dont personne ne veut endosser la responsabilité, a mis fin aux soins externes dispensés à l'élu de Maintirano. (D'après *L'Express du 04/03/06*)

Les partisans du député de Maintirano et son avocat s'interrogent sur *la disparition du dossier après son passage chez le Procureur de la 1ère Instance*. Où est parti ce dossier ? Par qui est-il bloqué ? De qui provient l'ordre de le subtiliser ? (D'après Midi du 04/03/06)

Des interrogations se posent sur le statut actuel des députés qui purgent des peines de prison, car ils sont toujours membres de l'Assemblée nationale et jouissent de tous leurs droits en tant qu'élus. (D'après Midi du 04/03/06)

Lahiniriko à la prison d'Antanimora : marque de solidarité parlementaire. Le président de l'Assemblée nationale s'est rendu à la prison d'Antanimora pour une visite aux députés Herihajaina Randrianirina et Voninahitsy Jean Eugène. Pour le président de l'Assemblée, ils restent tous deux députés. Ils sont respectivement impliqués dans une affaire de faux billets et de trafic d'influence. Deux affaires qui sont jusqu'à présent entachées de zones d'ombre. *La visite s'est terminée par la tenue d'un culte* au cours duquel Lahiniriko a rappelé que le carême n'était pas une pratique luthérienne [allusion à la grève de la fin entamée par Voninahitsy Jean Eugène et qu'il vient d'interrompre]. (D'après Tribune et Les Nouvelles du 06/03/06)

L'opposition à l'épreuve après avoir obtenu le coup de pouce de Kofi Annan : elle doit faire preuve de doigté pour *remobiliser toutes les factions qui la composent, avant de dialoguer avec le pouvoir*. Déjà, la nomination de pasteur Richard Andriamanjato comme porte-parole de l'opposition suscite quelques questions. Propulsée au devant de la scène, elle doit assumer son rang au risque de rester au quai du pouvoir pour un temps. (D'après L'Express du 22/03/06)

A la recherche d'un interlocuteur « valable ». Si l'intervention du Pasteur Andriamanjato en tant que représentant de l'opposition n'avait déjà pas fait l'unanimité au sein de cette frange politique, la présentation du Président du Sénat Rajemison Rakotomaharo comme interlocuteur du régime ne semble pas non plus être approuvée par le camp de l'opposition. *Le dialogue opposition-régime est loin de se tenir, car les exigences des uns et des autres n'en finissent pas de surgir.* (D'après Midi du 25/03/06)

1.1.4 Condamnés de la crise de 2002, exilés

Un groupement réclamant le retour de Ratsiraka se constitue à Toliara : dirigé par le vice-président de Toliara Mijoro, le groupement «*réclamant le retour du président Didier Ratsiraka*» a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a expliqué les raisons de la constitution du groupement. Il est intéressant de constater que *les membres qui le composent faisaient partie de ceux-là même qui ont lutté pour mettre Marc Ravalomanana à la place qu'il occupe*. «*Nous espérons alors un changement en faveur de la population. Et comme ce n'est pas le cas, il est de notre devoir de proposer la solution qui nous sortira de ce mauvais pas*». Une solution qui, semble-t-il, a été décidée sans l'accord du parti Arema ni inspirée par l'amiral lui-même. «*Le retour du président Didier Ratsiraka voudra dire aussi, bien entendu, retour de tous les autres exilés politiques. La réconciliation est l'unique solution pour faire avancer ce pays*». (D'après Les Nouvelles du 14/03/06)

Candidature improbable de l'Amiral en 2007 : Roland Ratsiraka s'est entretenu avec son oncle à Paris, avec au centre de la conversation, la candidature déclarée du premier. Roland Ratsiraka s'alignera-t-il cette fois-ci encore, contre le candidat du parti fondé par son oncle ? «*L'Arema peut avoir ou pas son propre candidat*», répond-il. «*Je ne me désisterai qu'au cas où il [Didier Ratsiraka] viendrait à se présenter*», déclare-t-il. En estimant toutefois improbable, la candidature de l'Amiral qui n'y songe du reste pas. (D'après Midi du 20/03/06)

1.2 Relations Eglises-Etat

Valse de têtes dans au FFKM : va-t-on vers un grand chamboulement de l'échiquier politico-religieux ? L'échiquier politico-religieux malgache est en passe de connaître un chamboulement notable avec le *changement de leadership au sein des églises chrétiennes*. Les impacts politiques ne sont pas à négliger au vu de l'actuelle *imbrication du spirituel et du temporel*. Ce Conseil d'Eglises n'est pas à minimiser au vu de son rôle dans les événements majeurs de la Grande Ile. Le changement a commencé en 2004 avec la mise à l'écart du pasteur Edmond Razafimahefa (l'un des principaux ténors de l'opposition). Une réunion houleuse qui a consacré le pasteur Lala Rasendrasahina, un proche du président Ravalomanana, comme le nouveau leader de l'église réformée de Madagascar. La récente réunion du FFKM, ensuite, a accouché d'un changement de bureau : présidence tournante qui échoit à l'anglican Rémi Joseph Rabenirina après la fin de mandat du cardinal Razafindratandra, appelé à la retraite. Ce « remaniement » interne s'accompagne, en outre, d'un changement au niveau du secrétariat général. Hormis Rémi Joseph Rabenirina, chef de l'église anglicane qui fait figure de vétéran, on se trouve en présence d'une *nouvelle équipe dont les convictions et les rapports avec la chose politique restent à identifier*. La grande crise post-électorale de 2002 a permis au FFKM de faire un retour « en fanfare » sur le devant de la scène selon un schéma politique hérité de 1991. Il s'est très vite distingué par un appui sans réserve à la cause de Marc Ravalomanana. *L'histoire montre que les institutions autant que les hommes d'église possèdent des effets déterminants dans les événements à Madagascar*. L'influence des seconds n'a peut-être jamais pris une telle importance durant les régimes politiques successifs que maintenant. Le cardinal Razafindratandra, chef virtuel du FFKM, avait une image tenace de partisan farouche du régime. De ce fait, *beaucoup de questions ne manqueront pas de surgir avec l'avènement de Mgr Odon Razanakolona* comme nouvel homme fort de l'Eglise catholique. (D'après Lakroa du 12/02/06)

Mgr Odon Razanakolona nouvel archevêque d'Antananarivo : représentant de l'Eglise catholique au FFKM. Mgr Odon Razanakolona est le troisième représentant de l'Eglise catholique à la direction du FFKM depuis la naissance de cette entité, après Mgr Victor Razafimahatratra et Mgr Armand Razafindratandra. Après le départ en retraite du cardinal Razafindratandra, l'Eglise catholique avait le choix entre Mgr Odon Razanakolona et Mgr Rabeony Fulgence, président de la Conférence épiscopale. Le nouvel archevêque ne sera donc pas le « chef de l'Eglise catholique de Madagascar ». On se souvient que Mgr Razafindratandra, pourtant archevêque d'Antananarivo et cardinal, a vu son titre de chef de l'Eglise catholique contesté vigoureusement par les prélats catholiques. La rébellion chez certains prêtres est née lorsque Mgr Razafindratandra a manifesté un soutien trop prononcé à l'endroit de Marc Ravalomanana. (D'après La Gazette du 22/03/06)

Première rencontre entre le Pt Ravalomanana et Mgr Razanakolona : selon l'homme d'église, son entrevue avec le chef de l'Etat a essentiellement fait une rétrospective du partenariat entre Etat et église, en général, et de la coopération entre le pouvoir et l'église catholique, en particulier. Le président reconnaît la puissance du Vatican et des catholiques à Madagascar. Ce regard vers les catholiques n'est pas nouveau dans la vision politique de l'actuel président, à l'approche des élections présidentielles. *Le catholicisme est une force réelle à ne pas négliger*. Mais on se demande pourquoi des aides financières à des écoles catholiques, alors que l'enseignement catholique est fortement financé par le Vatican. (D'après Midi du 22/03/06 et Tribune du 23/03/06)

Le FFKM présentera bientôt son code électoral : le document sera soumis au bureau du FFKM puis au parlement lors de la première session en mai. (D'après L'Express du 20/03/06)

1.3 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

Une nouvelle loi sur le médiateur de la République en gestation au niveau du CSLCC : après l'avant-projet de loi sur les partis politiques, le CSLCC travaille sur le projet de loi concernant le médiateur de la République en collaboration avec le BIANCO. Le rôle du médiateur est important car il constitue une alternative à la procédure en justice qui peut prendre beaucoup de temps. (D'après Les Nouvelles du 01/03/06)

Changement éventuel de la donne politique avec la loi sur les partis politiques du CSLCC : ambitieuse, l'avant-proposition de loi sur les partis politiques élaborée par le CLSCC avec le *concours de 30 partis politiques*. Dans ce texte, les partis politiques *doivent désormais participer à l'éducation citoyenne*. Il donne comme fonction aux partis politiques, non seulement la fourniture du personnel politique à l'Etat grâce aux élections mais aussi *le renforcement des valeurs civiques du peuple et la formation des citoyens capables d'assumer des fonctions politiques*. Mais son vrai point fort est *la place donnée à l'opposition* qui traduit une reconnaissance de son existence dans l'échiquier politique. L'égalité des partis politiques, toutes tendances confondues, doit se traduire par un *accès équitable aux médias publics*. Toutefois, des points essentiels ne sont pas évoqués, comme *le plafonnement des fonds destinés à financer les partis, leurs origines*. Des «mini-partis» et des «partis fantômes» risquent aussi de surgir en renforçant les quelques centaines déjà existant en espérant un financement éventuel de l'Etat. Mais un article de la loi permettra de résoudre ce problème car il impose à chaque parti un organe central, des structures intermédiaires et des sections locales. Si cette proposition est votée à la prochaine session parlementaire, *elle pourra changer la donne de l'élection présidentielle*. On comprend pourquoi le parti majoritaire TIM s'est retiré subitement de ce projet. (D'après Les Nouvelles du 03/03/06)

Exhortation de Marc Ravalomanana lors de l'inauguration de l'antenne du Bianco de Fianarantsoa : « *Le Bianco ne peut pas réussir seul. Il a besoin du soutien de la société civile. J'exhorte aussi toute la population à soutenir le Bianco : Changez de comportement ! Faites valoir vos droits, et dites NON à la corruption ! Ayez le courage de dénoncer les cas de corruption partout où elle sévit ! Formez des coalitions en travaillant en partenariat avec d'autres institutions, car nous devons trouver une réponse collective à ce fléau. Selon la Banque mondiale, les pays qui arrivent à contrôler la corruption et renforcer l'Etat de droit ont la possibilité de quadrupler leur PNB en l'espace de 8 à 10 ans* ». Madagascar est l'un des premiers pays à avoir ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption, a-t-il rappelé. Il a cependant fait part de *l'insuffisance des fonds destinés à cette lutte à Madagascar*. Par rapport au financement octroyé à d'autres pays comme Hong Kong qui investit jusqu'à 12 dollars par habitant, seul 0,15 dollar par habitant est consacré à cette lutte au pays. Le chef de l'Etat a donc fixé comme objectif à atteindre, la barre de 1 dollar par personne en 2008. (D'après Midi et Les Nouvelles du 04/03/06)

Des éléments du Bianco ont débarqué à l'INSTAT afin d'enclencher des investigations sur la gestion interne de l'institution : cette descente a provoqué l'indignation des techniciens et cadres de l'institution qui craint que son indépendance ne soit remise en cause. En effet, *cette intervention aurait un lien avec le rapport accablant de la récente mission du FMI* car tout le monde sait que l'INSTAT est l'organisation qui élabore et publie les statistiques officielles sur les performances économiques du pays. (D'après Tribune du 06/03/06)

Selon la juge Eva Joly, « Il faut absolument créer la Haute Cour de Justice » Au terme de son troisième voyage à Madagascar, Eva Joly a fait le point sur l'état actuel du processus de la lutte contre la corruption, engagé il y a presque une année. Très optimiste, Eva Joly a tout de même signalé que la HCJ doit absolument être mise en place. Force est de constater a-t-elle ajouté que jusqu'ici *les institutions comme le Bianco ne se sont guère attaquées qu'aux petites corruptions*. La magistrate a insisté auprès du ministre de l'Economie, des finances et du budget *pour qu'il mette en place l'Unité de Renseignements Financiers*, chargée de traiter les transactions financières suspectes en collaboration institutions financières. Mme Joly a reconnu que *des réformes ont été entreprises au sein du système judiciaire afin de mieux piloter la lutte contre la corruption*. A citer entre autres la modification du statut des magistrats, l'amélioration de leurs conditions matérielles, l'augmentation du nombre des magistrats. Dans son état actuel, *le Conseil supérieur de la magistrature ne garantit guère l'indépendance de la justice*. Mais « Je constate avec satisfaction que cette réforme est engagée » a tenu à souligner la magistrate. « *Les conditions pénitentiaires à Madagascar ne correspondent pas aux normes internationales* » constate Mme Eva Joly, tout en ajoutant que *trop de personnes sont actuellement en détention préventive* dans les prisons malgaches. Or, la détention préventive est contraire aux droits de l'Homme. Elle invite les bailleurs de fonds de voir de près cette situation. Tout en *dénonçant l'emprisonnement de journalistes*, elle a suggéré de concevoir une loi favorisant l'accès aux informations publiques et la protection des sources. (D'après Tribune du 16/03/06)

Appel d'offres : les soumissionnaires réclament la présence du BIANCO. Les soumissionnaires à l'appel d'offres relatif aux travaux de réhabilitation et de construction des bâtiments servant de *bureaux pour la branche territoriale du BIANCO Toamasina*, ont relaté à l'unanimité des irrégularités au niveau de l'ouverture des plis. (D'après Midi du 23/03/06)

En devenant CSI, le CSLCC prend plus de responsabilités. Après avoir changé d'identité, le conseil national de lutte contre la corruption (CSLCC) devient le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI). Avec cette nouvelle appellation, de *nouvelles missions lui sont confiées* dont le renforcement du système d'intégrité. *Une équipe conjointe sera donc formée entre le CSI, la justice et la police judiciaire*. Parmi les domaines concernés par le CSI figurent le statut de la magistrature, le conseil suprême de la magistrature, la problématique pénitentiaire et évidemment la lutte contre la corruption. (D'après Les Nouvelles du 24/03/06)

2 ONU, COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Kofi Annan en visite à Madagascar le 15 mars : le communiqué de notre représentant auprès des Nations unies brosse une esquisse de la visite. "Au cours des entretiens, les sujets d'intérêt commun tels la protection de l'environnement, la biodiversité et les patrimoines mondiaux ne manqueront pas d'être examinés". Il est probable que la question relative à l'aide de l'Onu dans le cadre des Petits Etats insulaires en développement (Peid) soit également au menu. Il n'est pas non plus exclu que la question politique soit évoquée suite à la *visite de l'expert aux Nations unies en processus électoral* qui devait rendre compte directement au SG. (D'après L'Express du 10/03/06)

Kofi Annan accorde 50 minutes aux opposants, contre l'avis du pouvoir : « Cette rencontre montre que les opposants sont crédibles », affirme un participant qui affirme que « *Kofi Annan aurait beaucoup insisté sur la nécessité de poursuivre la réconciliation nationale* ». En réaction, le secrétaire général de l'Onu, se serait cantonné à dire son attachement à la paix sociale et politique et à tout ce qui y contribue. Il n'aurait pas manqué de souligner les étapes déjà franchies par Madagascar en matière de « *réconciliation nationale* ». Les participants ont

saisi cette occasion pour rapporter au SG de l'Onu la situation de certains opposants qui croupissent en prison ou qui ne peuvent pas rentrer au pays. Le pasteur et chef de l'opposition Edmond Razafimahefa a dit à M. Annan « *qu'il n'y avait pas de démocratie à Madagascar, mais une autocratie* » (D'après AFP du 16/06/06 et Midi du 17/03/06)

L'opportunité offerte par Kofi Annan a "satisfait l'opposition", Après avoir occupé le terrain, l'opposition elle donne l'impression de s'essouffler depuis la fin de l'année et n'arrive pas à faire fléchir le gouvernement. Sa démarche désordonnée auprès du secrétaire général de l'Onu reflète encore l'ambiance qui y règne. (D'après L'Express du 17/03/06)

Election équitable - Kofi Annan relance, sous son égide, le débat entre le gouvernement et l'opposition : j'ai encouragé les leaders politiques et le président de la République à dialoguer pour créer une ambiance propice aux élections", a-t-il déclaré avant son départ. Pour mettre sur les rails le processus, Kofi Annan compte **s'impliquer personnellement**. "Je vais travailler étroitement avec les parties concernées pour préparer les élections " qu'il espère " transparentes, ouvertes et équitables". **Kofi Annan a coupé la poire en deux et oblige le pouvoir et l'opposition à se mettre à la table de négociation**. A entendre les parties concernées, le principe du dialogue est acquis. N'empêche qu'à court terme, la position du secrétaire général de l'ONU s'apparente à un camouflet pour le gouvernement. (D'après L'Express du 20/03/06)

Madagascar à la Conférence internationale sur les sources innovantes du développement ouverte à Paris par Jacques Chirac. Cette conférence réunit plus de 90 Etats ainsi que les représentants des organismes internationaux œuvrant pour le développement et la santé publique. Les fondations les plus actives dans ces domaines, les syndicats, les ONG ainsi que les collectivités territoriales sont largement représentées à cette conférence. Son objectif est de renforcer le consensus autour de la nécessité d'instaurer de **nouveaux mécanismes de financement du développement**, notamment des **contributions internationales de solidarité**, d'approfondir les projets en cours, en particulier la contribution de solidarité sur les billets d'avion, d'engager des discussions autour de la possible affectation du revenu de chacun à la lutte contre les pandémies (Sida, paludisme, tuberculose). (D'après Les Nouvelles du 01/03/06)

Surtaxe sur les billets d'avion : Madagascar adopte la proposition française : Madagascar va aussi imposer une taxe sur les billets d'avion destinée à aider les pays pauvres. C'est le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, qui l'a annoncé, à l'issue la conférence internationale sur les financements innovants du développement. Cette taxe a été proposée par la France et le Brésil dans le but de financer la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. **Madagascar fait en fait partie des 12 pays qui ont décidé d'adopter la proposition française** (Brésil, Chili, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, France, Jordanie, Luxembourg, Maurice, Nicaragua, Norvège). **Des voix pourraient s'élever contre la décision malgache de contribuer à la cagnotte internationale au lieu de créer son propre fonds à travers la même taxation**. Mais le geste revêt un symbole de la solidarité internationale à laquelle la Grande Ile veut participer en dépit de sa grande pauvreté. Et la décision de Madagascar d'adopter l'initiative française serait à l'image du réchauffement des relations entre les deux pays depuis la visite officielle de Jacques Chirac. (D'après La Gazette du 02/03/06)

Lutte contre la piraterie maritime : une station de surveillance indienne à Antsiranana. Le projet indien fait suite à l'insécurité maritime et au regain de terrorisme qui sévit sur la côte-est africaine. Ce projet a pour principal objectif **d'assurer la sécurité de l'Inde et de protéger ses intérêts économiques**. Près de 90 % des approvisionnements en pétrole de l'Inde arrivent par la mer. Parallèlement à cette station de surveillance, l'Inde prévoit dans la région **une unité navale** à même de lutter efficacement contre le terrorisme et la piraterie maritime. Ce sujet pourrait bien être discuté lors de la visite du Président Ravalomanana en Inde. On sait

que la lutte contre le terrorisme est devenue internationale et *la contribution malgache ne pourra être qu'appréciée par la communauté internationale, les Etats-Unis, notamment*, qui travaillent étroitement avec l'Inde sur ce projet dans le stratégique Océan Indien. (D'après La Gazette du 03/03/06)

Le processus d'intégration de Madagascar dans la SADC ne connaît pas d'obstacle.

L'instrument d'adhésion de la Grande Ile sera bientôt déposé officiellement. De nombreux investisseurs et opérateurs s'intéressent à la Grande Ile mais sans toujours bien connaître ses potentialités économiques, ce qui nécessite le développement de contacts entre partenaires potentiels. (D'après Midi du 07/03/06)

Premières discussions sur le «Madagascar Action Plan» (MAP) : le document qui remplacera le Document pour la stratégie de la réduction de la pauvreté (DSRP) a été discuté par un groupe de travail composé du chef de l'Etat, du staff de la présidence, du chef de la délégation de la Commission européenne Jean Claude Boidin, du directeur des opérations de la Banque mondiale James Bond et du nouveau représentant du FMI Pierre Van Den Boogaerde. (D'après Les Nouvelles du 08/03/06)

Cinq ans pour boucler le MAP (Plan d'Action pour Madagascar) - Ravalomanana se donne un second mandat : le Président met les bouchées doubles pour sensibiliser l'opinion publique, ou l'électorat, et appeler à le soutenir dans son *nouveau programme gouvernemental*. Il a résumé les grands axes de son *programme quinquennal 2007 - 2012* autour de sept volets : la bonne gouvernance, l'éducation, la santé, le développement rural, avec comme priorités l'éducation et les infrastructures routières. *Les discussions autour du Xème FED ne sont pas également étrangères à la reprise de cette sensibilisation*. Ce fonds constitue *l'une des ressources financières prévues pour réaliser ce programme quinquennal*. Le MAP "relaye le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)", mis à jour en juin 2005. Il ressemble fort à un programme gouvernemental élaboré par le chef de l'Etat "convergeant vers la Vision Madagascar naturellement". (D'après L'Express du 30/03/06)

Le Sénégal s'ouvre aux opérateurs malgaches : les deux parties sont confiantes quant à la réussite de leur *coopération économique*. Les deux pays veulent davantage se rapprocher à travers un accroissement des échanges commerciaux. En fait, ils *se sont beaucoup rapprochés à l'issue des événements de 2002 et de la médiation tentée par le Sénégal*. Depuis l'accession du président Ravalomanana au pouvoir, son amitié avec le président, Abdoulaye Wade, a permis de donner un nouvel élan aux relations bilatérales. Le véritable lien historique entre les deux pays remonte au temps de la colonisation, quand des tirailleurs sénégalais ont été dépêchés à Madagascar en 1947 pour participer à la pacification du pays. (D'après L'Express du 15/03/06)

Coopération régionale - Les îles de l'océan Indien font face au chikungunya : la 22ème session du conseil de la COI, qui s'est tenue à Antananarivo, a abouti à cette décision. "Il est impératif d'instaurer un *projet de renforcement épidémiologique régional*", a tenu à remarquer la vice-présidente du conseil régional de La Réunion. Une proposition que les autres représentants ont adopté vu la propagation des chikungunya, dengue et autres maladies épidémiques depuis quelque temps. Cette décision sera débattue en profondeur durant la *réunion des ministres de la Santé* des quatre îles représentées. Le renforcement de la *veille épidémiologique régionale* constitue un point essentiel. Le gouvernement français s'est déjà engagé à financer l'installation d'un *centre de recherche et d'observation*. (D'après L'Express du 18/03/06)

Madagascar participe à la mission de l'UA pour la sécurisation des élections aux Comores : le processus culminera avec l'élection présidentielle de l'union des Comores du 14 mai. Le contingent est formé de 462 militaires et policiers venus d'Afrique et de l'Océan Indien. (D'après AFP du 30/03/06)

3 DROITS HUMAINS

Droits de l'homme : le rapport 2005 du département d'Etat américain place Madagascar parmi les derniers sur les 196 pays analysés. En 2005, le pays a fait, en effet, partie d'un nombre inquiétant de pays qui ont adopté ou appliqué sélectivement des lois contre les médias et les organisations non gouvernementales. *Le rapport se base sur la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'association, de religion, de réunion et de circulation.* Et les pays qui ont le bilan le plus mauvais sont les Etats où le pouvoir est entre les mains *de gouvernants qui ne rendent pas compte de leurs actes.* (D'après Midi du 14/03/06)

114 détenus morts de malnutrition, selon Sarah Takats, attachée politique de l'ambassade des Etats-Unis, sur la foi du *rapport du département d'Etat sur les Droits de l'homme en 2005*, publié le 8 mars. Le cas de la condition carcérale, en particulier, des 144 prisonniers atteints de malnutrition du 1er janvier au 30 septembre 2005 a été mentionné. Concernant le rationnement, chaque détenu n'a droit qu'à 100 gr de manioc ou de riz par jour. De nombreux locaux pénitenciers ne suivent pas les normes internationales. 99 d'entre eux ont une cellule mesurant moins de 1m2. Ce thème n'est qu'un exemple des 6 chapitres abordés dans ce rapport. Les autres sont le respect de l'intégrité de la personne, la liberté d'expression, les droits politiques, la discrimination, l'abus dans la société et la traite de personne ainsi que les droits des travailleurs. Le rapport fera l'objet d'une diffusion publique. (D'après L'Express du 23/03/06)

50% des ouvrières des zones franches victimes de harcèlements, selon le rapport américain sur les droits de l'Homme. Les femmes et les jeunes filles restent les martyres des violences et du harcèlement sexuel. Pire, 50% des femmes travaillant dans les zones franches sont victimes de harcèlement. (D'après Les Nouvelles du 24/03/06)

Des armes à feu artisanales vendues à 15.000 Ar : la fabrication d'arme à feu artisanale devient très florissante à tel point que les pistolets se vendent à des prix de plus en plus bradés. Le prix des armes artisanales mais offensives est passé de 110.000 Ar à 15.000 Ar. (D'après Les Nouvelles du 14/03/06)

L'accès des femmes aux responsabilités politiques : Marie Zénaïde Lechat Ramampy, vice-présidente de l'Assemblée nationale, est amère. Madagascar fait encore partie des pays où les femmes accèdent rarement à des postes politiques, "alors que dans certains pays membres de la SADC, le taux de représentation des femmes dans ce domaine atteint 25 à 35% ". **Le Parlement ne compte que 20 femmes sur 250 membres, soit un taux de représentation de 8%**, tandis que dans le gouvernement, **une seule femme sur 18 porte le titre de ministre.** Quant aux femmes-maires, elles ne sont qu'une soixantaine sur plus de 1 500 élus, soit un taux de 4%. Sur les 22 chefs de région, enfin, il n'y a que 2 femmes. (D'après L'Express du 08/03/06)

L'impunité des dirigeants confortée : la HCC oppose son veto à la promulgation de la loi sur la Cour Pénale Internationale, après son adoption par les deux chambres du Parlement. Pour que le Statut de Rome puisse être appliqué, il y a lieu **de réviser la Constitution.** La HCC conforte malgré elle l'impunité des dirigeants puisque la décision prise ne considère

pas l'absence de la Haute Cour de Justice prévue par la Constitution et censée juger les princes qui nous gouvernent. (D'après *Midi* du 24/03/06)

Au-delà des aspects techniques, on se demande, en tout cas, si la décision de la HCC ne cache pas un objectif politique. (D'après *La Gazette* du 24/03/06)

4 MEDIAS

Renforcement des capacités des journalistes : les Etats-Unis aussi prêtent main forte.

L'ambassade des Etats-Unis organise deux conférences dont l'une sur l'éthique et la responsabilité des journalistes dans une démocratie et une autre sur la relation entre le gouvernement et les médias ainsi qu'un atelier de formation des formateurs sur le Rôle d'un journaliste dans une démocratie émergente. Edouardo Cue, correspondant à Paris du magazine américain « *US News and World Report* » a conduit des séries de conférences et d'ateliers à travers 12 pays du continent africain. (D'après *Tribune* du 03/03/06)

5 UNIVERSITE

Antsiranana : violentes émeutes en ville, la Jirama mise à sac. Les étudiants grévistes de l'Université ont défilé en ville et la procession s'est transformée en émeutes. En passant devant le siège de la Jirama en effet, des éléments ont lancé des pierres contre la façade du bâtiment. Ce fut le signal de la mise à sac. La grève est motivée par le non paiement des indemnités d'équipement et des bourses d'études. En ce qui concerne la Jirama, les résidents de la cité U lui reprochent de fréquentes coupures d'électricité (12 heures de délestage par jour). (D'après *La Gazette* du 23/03/06)

Les manifestations estudiantines prennent de l'ampleur. 20 étudiants ont été blessés et 104 interpellés après un violent affrontement avec les forces de l'ordre. (D'après *L'Express* du 24/03/06)

Le pire évité à Antsiranana - 10 arrestations, délestage réduit. Le calme revient à Antsiranana. 10 étudiants ont été arrêtés sur les 104 interpellés. En revanche, le délestage est réduit passant de 12 heures à une heure et demie. (D'après *L'Express* du 25/03/06)

6 JUSTICE, CONDITIONS CARCERALES

Le syndicat des magistrats bientôt en assemblée générale : le bureau du SMM va se pencher aux préparatifs de l'assemblée générale censée être décisive pour la suite de la grève des magistrats. Le *projet de loi organique portant statut de la magistrature*, qui a mis le feu aux poudres, fait encore une "navette" interminable et incompréhensible entre les deux chambres du Parlement. (D'après *L'Express* du 03/03/06)

Le système judiciaire est malade : tous les responsables sont unanimes sur l'état actuel du système judiciaire à Madagascar. « *La plupart des tribunaux et des prisons sont désormais dans un état déplorable* », a reconnu la ministre de la Justice Lala Ratsiharoala. Une situation qui a été confirmée par l'ambassadeur de l'UE, Jean Claude Boidin. « *La situation des prisons n'est pas acceptable* » a-t-il remarqué. Il a aussi encouragé le gouvernement à *éviter le recours systématique à la détention préventive* Mme Bakolalao Ramanandraibe, directrice de l'ENMG et présidente du CSLCC, a déclaré que la justice est le parent pauvre des régimes successifs, ce qui a provoqué l'érosion de l'indépendance de la justice à Madagascar. (D'après *Tribune* du 11/03/06 et *L'Express* du 13/03/06)

Justice - Le statut des magistrats adopté par ordonnance. La célérité de l'adoption du texte a surpris. Pour l'instant, l'on ignore le contenu de la nouvelle loi. *La visite de la juge Eva Joly, consultante du gouvernement norvégien auprès de la présidence en matière de réforme du système judiciaire n'est pas étrangère à la décision.* (D'après L'Express du 24/03/06)

Au terme de deux ans de bras-de-fer avec le pouvoir exécutif, les magistrats ont finalement obtenu leur statut particulier. Cette volte-face serait aussi l'un des *impacts de la visite de Kofi Annan* au cours de laquelle Marc Ravalomanana avait promis, entre autres, de doubler le nombre des magistrats. (D'après La Gazette du 24/03/06)

Le traitement des justiciables revu : le gouvernement commence ainsi le travail de longue haleine pour pallier aux défaillances du système actuel. L'objectif de l'opération vise à la *sensibilisation du personnel de la Justice dans l'accomplissement de son travail, depuis l'enquête jusqu'à la détention des inculpés.* Présomption d'innocence, droit à la défense sont autant de sujets à aborder. *"L'initiative du ministère n'est pas le corollaire du rapport sur les Droits de l'Homme sorti par l'ambassade des Etats-Unis. Le programme a déjà commencé il y a deux mois au moment de l'élaboration du guide"*, a précisé un responsable du ministère de la Justice. Plusieurs organismes ont déjà tiré la sonnette d'alarme concernant le respect des Droits de l'Homme à travers le système judiciaire. *Le dernier rapport de l'ambassade des Etats-Unis a enfoncé une porte ouverte.* Malgré ces précautions, la démarche du ministère sonne quand même comme **un aveu des réalités.** Lala Ratsirahovala, ministre de la Justice, a concédé l'existence de 20 000 détenus dont 60% en détention préventive. Mais le chef de l'Etat a réitéré sa volonté d'améliorer le système judiciaire. (D'après L'Express du 31/03/06)

7 ECONOMIE

7.1 Banque mondiale, FMI, OMC, effacement de la dette

FMI-Madagascar : De nouveau la mésentente ? La « vitrine de Madagascar » que le chef de l'Etat leur a fièrement montrée n'a pas suffi à séduire les membres de la mission du FMI. Ils sont repartis peu ou prou satisfaits, voire très déçus, des performances budgétaires de l'Etat malgache. Depuis, on ne parle que de ce nouveau « désaccord » dans le milieu diplomatique et celui des affaires. La mission s'intéressait plus particulièrement aux recettes douanières et fiscales, aux dépenses publiques, à la politique monétaire (notamment le taux de change) et au redressement de la Jirama. *La principale pierre d'achoppement se trouverait au niveau des dépenses engagées :* engagements fictifs ou nouvelles dépenses hors budget contre lesquelles l'Etat avait pris des engagements devant le FMI. (D'après La Gazette du 02/03/06)

Satisfaction assortie de réserves : Madagascar est-il un bon élève du FMI ? Difficile de se prononcer d'une manière catégorique sur cette question quand on lit le communiqué publié par le FMI à l'issue de la mission dirigée par Brian Ames en charge de Madagascar. La mission se déclare « *satisfaite des progrès acquis en matière de collecte des recettes fiscales, de préparation du plan d'action pour la société publique Jirama, et de la mise en œuvre de la loi de finances pour 2006 en adéquation avec les objectifs macro-économiques des autorités. Toutefois, les dépassements importants au niveau des dépenses publiques intervenus en 2005, soulignent les carences en matière de gestion des finances publiques afférent au contrôle de la dépense publique* ». Cette remarque du FMI prouve que des zones d'ombres persistent sur l'utilisation des fonds publics à Madagascar.

La « Lettre de l'Océan Indien » (LOI) explique ainsi le différend avec le FMI : « Le FMI n'a pas apprécié d'avoir été mis devant le fait accompli par le président Marc Ravalomanana qui a décidé de consacrer l'argent issu de l'effacement des dettes malgaches (120 millions de dollars) à la **construction de logements sociaux, sans consultations préalables** avec les émissaires alors présents à Antananarivo. Ces derniers ont demandé une réunion express avec le gouvernement malgache. Lors de cette rencontre, ils ont exprimé au ministre de l'Economie, des Finances et du budget, leur désapprobation. Mais le ministre a tenu tête à ses interlocuteurs qui, après trois heures de discussions, ont fini par réclamer la poursuite de ces entretiens à Washington, au siège du FMI ». Sur les **dépenses excessives** constatées par la mission, des chiffres très importants sont avancés, qui seraient à l'origine d'un **audit du contrôle des dépenses engagées** comme, comme pour les fameuses réquisitions en 2005 (D'après La Gazette du 09/03/06)

Le président de la République tient fermement aux logements sociaux : le projet à l'origine du différend avec le FMI prévoit une centaine de logements par région. Les partenaires techniques et financiers du pays ont déjà manifesté leur volonté d'accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de ce projet, à travers la construction de voies d'accès et d'infrastructures de viabilisation des sites. (D'après Les Nouvelles du 09/03/06)

Mésentente FMI-Madagascar : vers des amputations budgétaires selon le MFM. « Le désaccord entre le gouvernement et le FMI risque d'être préjudiciable à tous les Malgaches ». L'annonce est de Manandafy Rakotonirina qui s'inquiète de la tournure de la situation. « A la longue, cela va entraîner des amputations budgétaires et il est fort probable que certains services publics vont devoir réduire leurs activités », poursuit-il avant de signaler que « ce dysfonctionnement témoigne que le développement économique a connu des ratés, contrairement à ce qu'on a tendance à faire croire ». (D'après La Gazette du 11/03/06)

James Bond - Ravalomanana : des altercations verbales. Lors de l'inauguration du nouveau bâtiment de l'Ecole nationale de la Magistrature, James Bond et Marc Ravalomanana ont échangé des propos vifs et directs. **D'un ton ferme avec des chiffres à l'appui, M. Bond a « interpellé » les autorités malgaches sur l'état actuel de l'économie ainsi que le taux très élevé de la pauvreté.** Le chef de l'Etat a répliqué vivement : « nous atteindrons la croissance à condition que vous respectiez vos engagements et promesses ». **Le récent rapport du FMI à propos des énormes dépenses extra-budgétaires effectuées par les autorités malgaches n'est pas étranger à cette affaire.** Le président a pointé du doigt les **opérateurs véreux qui ont profité de la faiblesse de l'administration locale et ont corrompu les fonctionnaires.** Saisissant cette occasion, le chef de l'Etat a également fustigé certains ambassadeurs qui ont fait des interventions auprès des autorités et juges malgaches sur les affaires concernant leurs ressortissants. (D'après Tribune du 11/03/06)

Déclaration de James Bond : « Madagascar et les Malgaches sont pauvres. 72% de la population sont en dessous du seuil de la pauvreté. Moins de 35% n'ont pas accès à l'eau potable. 54% des enfants meurent avant leur 5e anniversaire. Madagascar se trouve dans la queue du peloton en matière de développement dans le monde ». « Et avec cette croissance économique, de l'ordre moyen de 7% par an, Madagascar mettra vingt ans pour atteindre le niveau de développement des pays subsahariens de l'Afrique ». James Bond qui a pris l'exemple de la Chine, du Vietnam et même de l'île Maurice, qui « étaient encore plus pauvres que Madagascar il y a encore dix ans », pour asseoir son amer constat. (D'après La Gazette du 11/03/06)

Des conditionnalités irréalisables, selon Marc Ravalomanana : le Président est revenu à la charge. Il souligne que la seule condition du développement économique de Madagascar était que les bailleurs de fonds internationaux tiennent leurs promesses. Des promesses qui

s'accompagneraient certes, selon lui, de déclarations mais aussi de conditionnalités. Pour le chef de l'Etat, « ces conditionnalités ne peuvent pas être remplies par le pays dans le contexte actuel, voire irréalisables, sauf s'il y a effacement de dettes ». « *Ce n'est pas la faute de Madagascar s'il figure parmi les bons derniers avec ces conditionnalités bien trop dures à exécuter* » Or, James Bond avait annoncé que contrairement à l'ère de l'ajustement structurel, les conditionnalités n'existaient plus. (D'après *Midi et La Gazette* du 13/03/06)

Le dossier Madagascar examiné par le FMI en juin : « *Le Fonds monétaire international tiendra son conseil d'administration au mois de juin. Ce qui veut dire que le dossier Madagascar ne pourra être examiné qu'à cette date* ». C'est en ces termes que le ministre de l'Economie, des finances et du budget a répondu sur la suite des négociations du nouveau programme de Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). (D'après *L'Express* du 31/03/06)

7.2 Situation économique, conjoncture, démographie

Promotion du « travail décent » dans les zones franches : avec l'aide du BIT, du PNUD et de Catholic Relief Services, le gouvernement exécute un projet qui vise à *améliorer la productivité des zones franches d'exportation (ZFE) grâce à la promotion du travail décent*. Lancé en septembre 2004, ce projet a bénéficié de l'expérience de l'OIT en la matière et notamment du programme pilote pour le travail décent mis en œuvre au Maroc. Les salaires dans les ZFE sont plutôt supérieurs à ceux en vigueur dans le reste de l'économie mais les heures supplémentaires y sont la règle et les travailleurs se plaignent du stress. La durée excessive du travail est la cause d'accidents. Le taux de syndicalisation reste faible quoique le dialogue social progresse. (D'après *La Gazette* du 02/03/06)

Exportations de vêtements : la situation à Madagascar est préoccupante. La plupart des études menées récemment sur l'impact de la suppression des contingents prédisent pour les pays pauvres bénéficiaires de préférences des pertes d'emplois et de recettes d'exportation après l'expiration de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV). C'est le cas de Maurice, du Lesotho, de Madagascar et d'autres pays qui sont *fortement tributaires des exportations de vêtements* et où *une part importante de l'emploi du secteur formel se concentre dans ce secteur*. Ces pays qui sont *éloignés des grands marchés* seront probablement les grands perdants de la suppression des contingents. Certains entrepreneurs locaux ont déjà estimé que jusqu'à 20% des entreprises actuellement actives dans le secteur pourraient disparaître et que 20 000 travailleurs pourraient être privés de leur emploi à compter de la fin de 2005. (D'après *La Gazette* du 02/03/06)

Des millions de dollars bloqués à cause de la Jirama : sur le papier, le FMI s'est déclaré satisfait de la préparation du plan de redressement de la Jirama. Sur le terrain, la réalité est tout autre, puisque les problèmes connus actuellement par la société font endurer *d'énormes difficultés aux créateurs d'entreprises*. Des millions de dollars d'investissements sont actuellement compromis puisque la Jirama est tout simplement incapable de leur fournir l'énergie électrique nécessaire à leur fonctionnement. (D'après *Midi* du 06/03/06)

Faute d'entretien routier, une perte de 14.000 km de routes ! Faute d'une politique cohérente en matière d'entretien routier, Madagascar a perdu 14.000 km depuis 1975. En 1972, le réseau routier était long de 50.000 km. Près de 30 années plus tard, Madagascar ne compte que 36.000 km de routes praticables toute l'année. *L'inexistence d'une politique d'entretien, notamment entre les années 1975 et 1995*, d'ici 2006 à 2015, nécessite la mise en œuvre d'un programme décennal. D'un coût de 2,47 milliard USD. En attendant, les réalisations sur ces 3 dernières années comprennent la réhabilitation de 2.100 km de routes

nationales, de 1.460 km de routes rurales et l'entretien de 6.800 km/an. Autrement dit, une large part du réseau routier est encore en mauvais état et *ne permet pas de rouler à plus de 20 km/h*. A la fin de cette année, le ministère se fixe comme objectif d'améliorer cette vitesse moyenne à 40 km/h sur une grande portion du réseau. (D'après Tribune et La Gazette du 08/03/06)

Riz : hausse considérable des importations en janvier 2006. L'autonomie en riz annoncée par les responsables est encore loin d'être une réalité. Il faut cependant reconnaître que la situation joue *en faveur des consommateurs* qui ont assisté ces derniers temps à une stabilisation, voire une baisse du prix du riz sur le marché. Mais l'inconvénient, c'est que cette envolée des importations de riz peut également expliquer *la dévaluation de l'ariary* ces derniers temps. (D'après Midi du 10/03/06)

Monnaie - L'ariary titube : depuis quelques semaines, l'ariary s'achemine petit à petit vers le taux de 2650 pour un euro. Les analyses les plus pessimistes avancent un scénario des plus catastrophiques. Nos exportations ont baissé l'année dernière et cela se répercute inévitablement sur la monnaie. Phénomène aggravé par l'effondrement des cours de la vanille et des litchis.

Un taux de pauvreté de 68,7% selon l'Instat : les statisticiens notent une diminution de ce taux par rapport à l'année 2004, où il se situait à 72,1%. L'incidence de la pauvreté a diminué de 1,7 point en milieu urbain tandis que ce recul est de 3,8 points en milieu rural. Cependant, cette étude fait remarquer que le phénomène de pauvreté est plus marqué en milieu rural, avec un taux de 73,5%, qu'en milieu urbain, 52%. (D'après Midi du 25/03/06)

8 PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

La gendarmerie et le ministère de l'Environnement ensemble pour reboiser 10% du territoire d'ici 2008 : moins de 5% de notre territoire est encore recouvert de forêts. Le gouvernement se donne pour challenge de reboiser 15 000 ha par an pour qu'en 2008 pour que 10% du pays soit de nouveau recouvert de forêts. Pour atteindre cet objectif, le ministère de l'Environnement, des eaux et forêts et la Gendarmerie nationale ont signé une convention de partenariat. (D'après Les Nouvelles du 08/03/06)

Mondialisation et pillage des ressources : *Qit Madagascar Minerals*, une filiale du géant minier Rio Tinto a reçu l'autorisation d'ouvrir pour une quarantaine d'années *une mine colossale à Fort Dauphin. Les travaux impliqueront d'arracher l'une des forêts les plus précieuses du monde.* Ce projet d'extraction de bioxyde de titane sera mis en œuvre avec le soutien de la Banque mondiale, détruira jusqu'à 1 000 hectares de forêts tropicales protégées et uniques au monde pour leur biodiversité. Tony Juniper, vice-président des Amis de la Terre International, s'est opposé à cette dévastation. (D'après libre opinion L'Express du 11/03/06)

Récifs coralliens : une catastrophe économique est à craindre. Menacés de disparition à échéance de 50 ans, les récifs coralliens de l'Océan Indien considérés comme le poumon des côtes, risquent de produire des effets socioéconomiques désastreux. Ils forment une barrière indispensable à la protection des côtes et constituent une source importante de produits halieutiques. Le réchauffement climatique risque de porter un coup fatal à cette source de revenu plus qu'importante et à la barrière protectrice des côtes. L'aquaculture et le tourisme balnéaire pourraient être affectés. (D'après La Gazette du 20/03/06)

9 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

Epidémie de dengue : à Sainte-Marie aussi. L'épidémie de dengue gagne du terrain. Après Toamasina et Nosy Be, cette maladie frappe maintenant l'île de Sainte-Marie. (D'après *La Gazette du 01/03/06*)

Délégation malgache à la Réunion lors de la visite de Dominique de Villepin : lors du séjour du Premier ministre français à la Réunion, une délégation malgache est venue demander de l'aide au gouvernement français. Elle a été reçue par le Premier ministre français, mais on ne sait pas si une suite a été donnée à cette requête malgache. Pour l'instant, la Grande Ile est épargnée par le chikungunya mais la dengue fait des ravages dans l'Est et le Nord du pays. Des mouvements de panique sont signalés dans certaines régions. (D'après *Tribune du 02/03/06*)

Vaovao Benjamin interpelle l'OMS : face d'une part à l'impasse dans laquelle se trouve la mairie de Toamasina devant le ravage de la dengue, et d'autre part aux décès causés par cette épidémie, le sénateur interpelle le représentant de l'OMS à Madagascar. L'épidémie qui sévit dans d'autres agglomérations de la Côte Est est la *traduction des conditions de vie de la grande majorité de la population*, précise-t-il. Il laisse entendre que la dengue est la véritable vitrine de Madagascar et rappelle que la mairie de Toamasina n'a pas jusqu'à présent reçu la subvention internationale provenant de James Wolfenson (ancien président de la Banque mondiale) à l'issue de son passage à Toamasina afin de réhabiliter les rues délabrées et d'enlever les montagnes d'ordures. L'urgence gouvernementale se réduirait selon lui à la vengeance contre les municipalités dirigée par des membres de l'opposition. (D'après *Tribune du 04/03/06*)

Chikungunya : des cas sporadiques, selon le ministre de la Santé Jean Louis Robinson, lors de la conférence de presse donnée à l'occasion de la visite du DG de l'OMS. « *Il ne s'agit que de cas sporadiques et pas d'épidémie. L'épidémie qui sévit est celle de la dengue classique, et elle est maintenant maîtrisée* » a-t-il déclaré. **Madagascar ne dispose pas des moyens financiers pour procéder aux analyses de tous les cas suspects, depuis février seuls une vingtaine de prélèvements ont été analysés en France.** Le ministre a invité la presse à "faire preuve de patriotisme" et à ne pas vouloir annoncer à tout prix le scoop de l'existence ou non du chikungunya. « *Le paludisme est bien plus mortel* », rappelle le ministre de la Santé. Environ **10 000 personnes en meurent chaque année sur la Grande Ile.** (D'après *Midi et L'Express du 06/03/06, AFP du 14/03/06*)

Les premières victimes du chikungunya et de la dengue se font recenser dans les hôpitaux de la capitale. D'après nos investigations, ces malades ont été évacués de Tamatave pour bénéficier des soins des plus intenses car les services médicaux de cette ville commencent à manquer d'effectifs valides. (D'après *La Gazette du 14/03/06*)

Interview de Danielle Messenger, journaliste médicale de RFI : « *Selon les enquêtes menées sur place à Toamasina, plus de 40% de la population active est touchée par cette fièvre. Elle entraîne un taux élevé d'arrêt de travail et d'absentéisme. Selon le président de l'Ordre régional des médecins, des milliers de cas de dengue sont recensés. Il parle de fièvres, au pluriel, sans plus de précisions. Ce responsable nous a révélé que c'est la plus grande épidémie qu'il ait jamais vu en 18 années d'exercice médical. Beaucoup de gens demeurent privés de soins. Avec l'insuffisance des moyens chez les patients, le manque de médicaments constitue un autre problème à résoudre. Le doute est permis sur la présence du chikungunya à Madagascar. Mais nous n'avons pas obtenu* »

*L'autorisation d'enquêter à l'hôpital. La situation exige surtout une **volonté politique** des autorités. En effet, elles ne doivent pas se voiler la face ». (D'après L'Express du 14/03/06)*

***Epidémie de dengue ou de chikungunya : pas de chiffre officiel contrairement aux autres îles de l'Océan Indien** qui sont aussi victimes de cette épidémie. Le nombre de personnes atteintes par la dengue et le chikungunya est tenu au secret par le ministère de la Santé. Face à une telle situation, les rumeurs et les supputations vont bon train. Tout laisse à croire que les autorités malgaches essaient de manipuler la situation ainsi que les chiffres liés à la propagation de la maladie dont l'objectif est de minimiser son impact sur l'image du pays. (D'après Tribune du 14/03/06)*

***Santé publique : commune urbaine de Toamasina. La situation s'aggrave en l'absence du maire.** Le maire de Toamasina, Roland Ratsiraka, prolonge son séjour dans l'Hexagone alors que les problèmes de sa circonscription se multiplient. Le bras de fer opposant l'Exécutif et le Conseil est maintenant sur la place publique. Des éléments des forces armées de la zone sud de l'océan Indien (Fazsoi) sont venus à la rescousse des Tamataviens dans la lutte contre les moustiques à travers les aspersions. Outre l'épidémie qui frappe la ville, un autre problème attend la mairie de Toamasina, à savoir l'enlèvement des ordures. (D'après Tribune et L'Express du 16/03/06)*

Le chikungunya malgache exporté vers la Guyane : le premier cas de chikungunya a été confirmé en Guyane, affectant une voyageuse venant de Madagascar.

***Chikungunya : ce que les opérateurs touristiques du pays craignaient est arrivé.** Les annulations de réservation qui planaient après la confirmation par les autorités sanitaires du pays de l'existence de «*cas sporadiques*» de chikungunya, semblent se confirmer notamment concernant les *touristes francophones dont le taux d'annulation peut atteindre 90%*. (D'après Midi du 22/03/06)*

***Une baisse importante des malades des fièvres : danger écarté.** La fièvre forte à Toamasina (chikungunya, dengue, ...) semble être maîtrisée. Les statistiques publiées par le Centre hospitalier de référence régional de Toamasina (CHRR) le confirment. (D'après Tribune du 24/03/06)*

***Dengue et Chikungunya à Toamasina : Lahiniriko interpelle l'Exécutif.** Le président de l'Assemblée nationale ne cesse d'interpeller l'Exécutif, plus particulièrement le ministère de la Santé sur les ravages de l'épidémie de dengue et de Chikungunya à Toamasina. Etant le premier chef d'Institution à être allé au chevet des victimes de ces épidémies, (le président de la République Marc Ravalomanana n'a jamais mis ses pieds à Toamasina depuis que ces épidémies mortelles frappent la population du grand port) il a constaté de **visu la situation locale qui ne cesse d'empirer**. Selon Jean Lahiniriko, « *inutile de polémiquer sur l'identité de ces épidémies, l'urgent, c'est de trouver les moyens permettant d'éradiquer dans un bref délai ces épidémies mortelles car la population de Toamasina n'a plus la force d'y résister vu l'insuffisance de leurs ressources financières* ». (D'après Tribune du 31/03/06)*

***Toxicomanie. La production de cannabis en forte hausse en Afrique noire.** Selon le rapport annuel de l'Organe International de Contrôle des Stupéfiants, l'Afrique subsaharienne est devenue l'un des principaux producteurs de cannabis. La chute des cours du café, du cacao et des principales cultures vivrières et la disparition des subventions étatiques assurant aux paysans l'achat, à un cours fixé au préalable, de leur production, ont contraint bon nombre d'agriculteurs à *se lancer dans des activités plus lucratives*. Au Cameroun, au Nigeria, au*

Togo, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, les paysans, ruinés, se tournent vers la culture du cannabis destiné soit au marché local, soit à l'exportation, via certains ports où l'administration douanière, en échange de pots-de-vin substantiels, se montre très compréhensive. Le même phénomène s'observe également aux Comores, en Ethiopie, à Madagascar, en Ouganda, en Tanzanie, ainsi qu'en Afrique du Sud, au Malawi, au Lesotho et au Swaziland. (D'après Marianne du 08/03/06)

La promiscuité favorise la propagation de la tuberculose - Les quartiers populaires sont les premières zones à risques. *Antananarivo s'avère être une des zones les plus touchées* par la tuberculose. Le taux de prévalence dans la capitale est de 273 pour 100 000 habitants. Sur le territoire national, près de 20 000 malades sont annuellement dépistés. (D'après L'Express du 20/03/06)

Rallonger l'espérance de vie de 10 ans d'ici 2012 : l'espérance de vie est actuellement de 50 ans pour les hommes et 52 ans pour les femmes. Près de 15% des individus meurent de maladies «*qu'on aurait pu prévenir*». Le ministère de la Santé se donne pour challenge de rallonger de 10 ans l'espérance de vie des Malgaches d'ici 2012. (D'après Les Nouvelles du 10/03/06)

Exceptionnellement pour Madagascar, le Pam prévoit de distribuer 10 000 tonnes de vivres en 2006. Si le programme alimentaire mondial (PAM) en Afrique de l'Est rencontre un problème d'épuisement de stocks, la Grande île est épargnée. Au cours de cette année, le PAM compte allouer 3000 T de vivres pour son programme d'appui à l'éducation de base où 272 écoles primaires bénéficieront de cantines. Un autre volet consiste à la prévention des catastrophes avec 4500 T de vivres qui appuieront le programme Vivre contre travail dans les communes vulnérables et touchées par les cyclones et les problèmes de sécheresse. Le reste des aides servira à l'appui à la lutte contre la malnutrition. (D'après L'Express du 17/03/06)

Les criquets reviennent et font des ravages : au cours de ces 3 derniers mois, les criquets ravageurs sont revenus dans le Sud, notamment à Toliara II. Face à cette situation, les populations touchées semblent désemparées de par le fait que les pouvoirs publics ne semblent pas s'y intéresser malgré les appels qui leur ont été lancés à plusieurs reprises. (D'après Les Nouvelles du 23/03/06)

Au 25/03/2006, 1euro = 2641 Ariary (cours pondéré)